

Nouvelle vague impressionnante de manifestants, hier, à Marseille pour une mobilisation plus forte que celle du 5 décembre. Les syndicats maintiennent la pression lors de cette « semaine cruciale » et réclament plus que jamais le retrait du projet de réforme des retraites.

Deux cent mille manifestants à Marseille, c'est le chiffre retenu par l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires) qui se mobilisait une nouvelle fois contre la réforme des retraites.

Troisième temps fort depuis le début du mouvement, c'est une marée humaine assez joyeuse qui a déferlé sur la cité phocéenne. La participation était en hausse, significative d'une colère en recrudescence et d'une détermination sans faille des grévistes. Cheminots, enseignants, salariés du privé, hospitaliers, de Martigues, de Salon-de-Provence ou de La Ciotat criaient d'une

« Le mouvement correspond totalement à la volonté de l'intersyndicale. Il montre que le gouvernement et ses soutiens sont ultra-minoritaires »

Olivier Mateu, secrétaire général de l'Union départementale CGT 13

même voix le nécessaire retrait du projet de réforme. « On est plus nombreux aujourd'hui que le 5, en termes de manifestants mais aussi de grévistes. Depuis le début du mouvement, 60 entités sont en grève reconductible, certaines commencent, d'autres finissent », constate Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13. Avant de prendre pour exemple, « le dépôt pétrochimique de Fos-Mer et le remorquage maritime de Marseille » qui ont acté la grève hier. Une fois de plus, on ne voyait pas le bout de la manifestation, qui s'étalait de la place Castellane jusqu'au rond-point du Prado et plus encore. Fidèle à ses problèmes de vue, la préfecture de police n'a compté que 20 000 personnes.

Prochaine étape le 19 décembre

Autant dire que la démission de Jean-Paul Delevoye, l'homme aux treize mandats, n'a pas calmé les manifestants. « C'est un premier fusible qui a sauté, il y en aura d'autres comme l'âge pivot, ce qui calmera Laurent Berger, le charmeur de serpents », tacle Olivier Mateu. Avis similaire pour son homologue de Force ouvrière, Franck Bergamini : « Le gouvernement est fragilisé, on l'a vu avec la démission de Delevoye. Il y aura d'autres essais dans la semaine, pour voir les réactions de certaines organisations syndicales et si elles sont prêtes à sortir du mouvement. » Malgré les tentatives de division, l'intersyndicale adresse unanimement un message au gouvernement :

200 000 manifestants à Marseille

« Le retrait ou rien ! »



« Le retrait du projet ou rien. » Car cette semaine est « cruciale », les vacances de Noël approchant à grand pas. « Le gouvernement se prépare à des fêtes sans train, sans bus, sans carburant et sans bateau », réagit Olivier Mateu. La tête de cortège était d'ailleurs unitaire. Et c'est dans cette lignée qu'un programme d'action commune jusqu'à samedi est établi. Avec une nouvelle date de manifestation unitaire, demain à Arles, Gardanne, Martigues et Marseille. « Ce qu'on demande c'est simplement le retrait du projet, il reste une semaine

« Nous n'avons rien gagné tant que le gouvernement ne retire pas le projet. On restera mobilisés tant qu'il n'y a pas de retrait »

Michel Lepoittevin, cosecraétaire Solidaires 13

pour durcir le mouvement. Ça sera la responsabilité du gouvernement si ça continue pendant les fêtes. Nos syndiqués feront ce qu'ils auront à faire », résume Franck Bergamini. Côté Solidaires, Michel Lepoittevin, cosecraétaire du syndicat, est aussi clair : « Le départ de Delevoye n'est pas une victoire. Pas de trêve ni de repos avant le retrait. » Même les enseignants, concernés par les vacances « n'ont pas de raisons de faire de trêve. On a le souci de s'inscrire dans des actions interprofessionnelles », explique Caroline Chevé, porte-parole de la FSU 13. Les taux de grévistes chez les enseignants étaient encore majoritaires. De nombreux lycées étaient fermés et leurs élèves en manifestation. La FSU prévoit un « retour en force des enseignants » en janvier si le projet n'est pas retiré d'ici là.

Les dockers et portuaires de Marseille « sont toujours sur la barricade. Personne n'a envie de lâcher, nous, on va durcir le mouvement », explique Pascal Galéoté,

« Au-delà de la question de l'âge, le fond de la réforme ne change pas. Il faut durcir, élargir et ancrer le mouvement jusqu'au retrait »

Olivier Mateu, secrétaire général de l'Union départementale CGT 13

secrétaire général CGT du Grand port maritime de Marseille, entre deux jets de pétards. Même envie pour les hospitaliers de l'AP-HM (Assistance publique des hôpitaux de Marseille), qui ont enchaîné sur une deuxième manifestation à 14h, à l'appel des collectifs Inter-Urgences et Inter-Hôpitaux et des syndicats majoritaires de la santé. « Les agents ont attendu les propositions d'Édouard Philippe et ils sont très mécontents. C'est lui qui a les cartes en mains », explique Jean-Michel Carayol, militant



Salariés du privé et du public, jeunes, retraités, professeurs, étudiants ou Chloés jaunes ont battu le pavé marseillais ensemble pour réclamer d'une même voix l'abandon du projet gouvernemental.

